



Journées de l'Entreprise : le nouveau rôle de l'Etat pour remettre la Tunisie sur les rails

La 34ème édition des journées de l'Entreprise se tiendra cette année sous le thème "L'entreprise et le nouveau rôle de l'Etat" les 6 et 7 décembre 2019 à Sousse.

Afin de la présenter aux médias, l'IACE a organisé une conférence de presse ce jeudi 28 novembre 2019 à la Maison de l'entreprise, animée par son président Taïeb Bayahi, le directeur exécutif Majdi Hassen, le coordinateur des Journées de l'entreprise Nafaâ Ennaifer et le membre du comité directeur Amine Ben Ayed.

M. Bayahi a mis en évidence l'importance du thème, avec la présence de beaucoup d'invités et de personnalités, qui vont éclairer l'assistance par rapport aux crises actuelles.

Il a indiqué que le président de la République Kaïs Saïed ne sera pas présent, ayant d'autres engagements, mais a chargé le chef du gouvernement sortant Youssef Chahed de le remplacer. « *Bien que nous comprenions que l'heure est difficile et compliquée, nous sommes un peu déçu* », a admis le président de l'institut.

« *Ceci dit, Mohamed Ennaceur sera présent, l'ancien Premier ministre grec Alexis Tsipras, qui était au pouvoir lors de la grande crise de son pays et bien d'autres* », a-t-il noté.

Pour M. Ennaifer, les thèmes abordés dans ces journées sont au cœur de l'actualité. « *Réellement, le pays joue son avenir au cours des prochaines années. Nous avons perdu une décennie, où on n'a pas du tout avancé, on n'a pas amélioré ce qui devait être amélioré. On n'a enclenché aucune réforme sérieuse qui nous permet de remettre le pays sur les rails* », a-t-il martelé.

Et de préciser : « *Nous avons des problèmes de déficit budgétaire, d'endettement, de souveraineté du pays, de détérioration des services publics, de stagnation des conditions d'attractivité des régions et du pays, du chômage qui ne fait que s'aggraver, de jeunes auxquels on ne donne pas d'horizon. Des problèmes qui se sont aggravés à jusqu'à l'immobilisme. Viennent se rajouter dessus une multitude de crises* ».

S'agissant des panels et problématiques posées lors de ce rendez-vous annuel incontournable, le coordinateur de l'événement a spécifié : « *Nous allons parler de 5 crises. Une crise politique émanant essentiellement du modèle politique et électoral choisi et qui se manifeste par une inefficacité des institutions publiques (ARP, administration, etc.) et une incapacité de l'Etat à réformer et à améliorer le quotidien du Tunisien.*



La crise économique : Il y a des stratégies industrielles et tournées vers l'avenir, qui sont mises en œuvre par tous les pays concurrents directs et de proximité et qui sont comparables à nous en terme de taille de positionnement (Maroc, Portugal, République Tchèque, le Chili) qui donnent des orientations très claires et mettent l'Etat devant ses responsabilités. En tant qu'acteur qui va être dans l'anticipation, la prospective et avec le secteur privé il va définir les secteurs de demain, les métiers de demain, les secteurs stratégiques.

La crise sociale : on voit un Etat de moins en moins capable d'aider et de combattre l'exclusion ainsi que les disparités sociales. Quel serait le rôle du secteur privé ? Un enjeu majeur : il en va de l'équilibre, de la pérennité et cohésion du pays.

La crise technologique : l'intelligence artificielle va permettre de se passer de 40 à 50% de la main d'œuvre aux Etats-Unis dans 15 ans. Dans des pays comme les nôtres qui sont basés sur la main d'œuvre, celle-ci va devenir un fardeau, si on n'anticipe pas ces changements et le fait que la majeure partie des métiers de demain vont disparaître. 60% des professions qui seront exercées par nos enfants ne sont pas identifiées. Le digital va prendre une place importante alors que nous sommes en retard. On a été incapable de mettre en place un identifiant unique.

La crise morale et civique : dont personne n'en parle alors qu'elle est au centre de tout.»

Nafaâ Ennaifer a souligné qu'à la fin, les journées vont s'orienter au bout de l'analyse de ces 5 crises et des discussions autour de ces thèmes, vers des recommandations très claires, notamment en ce qui concerne le financement, les ressources humaines avec le départ massif des compétences de l'administration et celui des jeunes compétences vers l'étranger et surtout un besoin de leadership fort, de compétences de gouvernance au plus haut niveau des sphères de l'Etat.

M. Hassen a expliqué que certains des thèmes ont été déjà abordés mais côté entreprise, « cette année la particularité c'est qu'ils seront abordés côté relation avec l'Etat »

S'agissant de l'état des lieux et des solutions, il a affirmé que tout le monde est d'accord sur le fait qu'il faudrait aller vers plus de travail et que les journées aborderont aussi un concept important celui de l'"Etat efficace".

En outre, il a souligné que les invités et officiels choisis sont intervenus pour la mise en place des stratégies qui ont permis le sauvetage de leur pays et non seulement à mettre en place juste les lignes, en rappelant dans ce cadre « qu'en général les réformes se font en période de prospérité lorsqu'on a les finances pour les faire ».

M. Ben Ayed a, quant à lui, a relevé que « cette année est charnière et que c'est l'occasion de faire une pression positive pour mettre la Tunisie sur les rails ».

Source: Business News